

La guerre et l'épargne

Les frais matériels de la guerre sont considérables. Ceux du Canada pour la présente année financière sont estimés à \$700 millions, soit à peu près le septième de notre revenu national annuel d'avant-guerre. La méthode de "payer au fur et à mesure" adoptée par le gouvernement fera nécessairement monter sensiblement les impôts, mais il y a encore de la marge avant que leur niveau arrive à celui des nations belligérantes d'Europe. Mais des impôts, du moins des impôts supportables ne suffiront pas à couvrir les frais des efforts exigés par la situation critique du moment et il faudra que le gouvernement augmente ses revenus par des emprunts, et à la longue par de gros emprunts. Dans les circonstances actuelles, ces emprunts devront être souscrits par les habitants mêmes du Canada et non pas en grande partie par des étrangers, comme au cours de la dernière guerre.

Les dépenses militaires peuvent être payées de différentes façons, mais pour éviter plus tard une dislocation sérieuse de notre armature économique et financière, les Canadiens doivent dès maintenant augmenter la production, tout en diminuant, ou au moins en évitant d'accroître, la consommation domestique, de manière à consacrer l'excédent aux besoins militaires. Comme M. Hisley l'a dit en septembre dernier dans son discours du budget: "Si nous sommes obligés de réserver une grande partie de notre travail à la manufacture de canons et de matériel de guerre, il faudra nous passer de ce que nous aurions pu produire à leur place en temps de paix".

La bonne finance

Cela est bien compris de tout le monde mais il semble exister un malentendu sur la source des fonds à emprunter par le gouvernement. La bonne finance demande que l'épargne en soit la source principale, et quoique l'argent déjà mis de côté fournisse un bon point de départ, il faut y ajouter une diminution de nos dépenses courantes, surtout les achats qui ne sont pas essentiels, et éviter d'employer à la consommation les recettes supplémentaires que l'aiguillon de la guerre fera produire à nos industries. Cela ne veut pas dire nécessairement que les personnes qui chômaient auparavant ou qui touchaient peut-être des secours, ainsi que celles qui n'avaient pas de moyens suffisants d'existence ne doivent pas améliorer leur situation, mais cela veut dire que toute augmentation de revenus produite par l'effort militaire ne devrait pas être employée à des articles de luxe et à des plaisirs auparavant hors de portée.

Le président de la Banque Royale du Canada, a dit dans son discours du 11 janvier: "Il n'a jamais été aussi important que chacun de nous pratique l'épargne et l'industrie. Si le chômage cesse un jour d'être un problème, il se peut que nous soyons obligés de nous passer d'objets de luxe et d'autres industries non essentielles pour faire place à une plus grande production de choses essentielles. De plus, les dépenses pour compte de capital et autres, publiques et privées, qui ne contribuent pas directement à la victoire et qui ne sont pas essentielles au bon fonctionnement de notre machine économique, devraient être complètement découragées. Ceux qui sont assez heureux de rester à leur poste au Canada ne doivent pas exploiter la situation à leur profit. Et il est absolument essentiel d'empêcher que la hausse rapide des prix, phénomène habituel des autres guerres, se produise au cours de celle-ci."

Plus grande activité

Une plus grande activité industrielle va se manifester bientôt, accompagnée d'une réduction correspondante dans les rangs des chômeurs, maintenant que la lutte réelle a commencé, avec son gaspillage épouvantable de matériel et son besoin immense de munitions et d'approvisionnements. La recrudescence d'embauchage fera monter les ventes au détail et le public dépensera plus d'argent pour les choses nécessaires et les superfluités. Les recettes de l'industrie et du commerce ainsi que celles de leurs employés augmenteront, et ce sont ces augmentations qui devront fournir les nouvelles épargnes nécessaires aux besoins de nos efforts militaires. Les Canadiens devront, comme l'a dit récemment le gouverneur de la Banque du Canada, "y regarder à deux fois avant d'acheter des choses qui ne sont pas essentielles. Il ne faut pas, en général, dépenser nos excédents de revenus pour nos besoins particuliers si nous voulons éviter de sérieux déboires. Il faut les rendre à l'Etat, sous forme d'impôts ou de souscriptions aux emprunts. Et à nous avis cela ne s'applique pas seulement aux excédents de revenus. Un grand nombre de personnes devront contribuer ou prêter la plus grande partie des revenus qu'elles touchaient avant la guerre."

Les remarques du gouverneur de la Banque du Canada ont soulevé de nombreuses critiques, car dans certains cas les gens pensent que, tant qu'il y a du chômage, il est bon de dépenser le plus possible pour faire marcher les affaires et créer du travail. Mais sous l'aiguillon de la guerre nous devons nous attendre à voir cesser le chômage et à la longue manquer d'ouvriers. Nous devons nous préparer à l'avance pour cet état de choses. Si les particuliers persistent à dépenser leur excédent de pouvoir d'achat pour leurs propres besoins ou des superfluités, le résultat ne peut être que l'inflation. Pour obtenir un volume suffisant d'approvisionnements militaires, l'Etat doit absorber une proportion beaucoup plus considérable de la production du pays.

Il faut des capitaux

Il ne suffit pas d'avoir une réserve d'ouvriers disponibles pour augmenter la production dans la mesure nécessaire. Il faut des capitaux pour agrandir les usines, pour acheter des machines et de l'outil-

lage, sans compter d'énormes quantités de matières premières. Si les stocks de marchandises de consommation augmentent moins rapidement que les revenus des consommateurs, la concurrence entre les consommateurs, et entre les consommateurs et l'Etat pour les produits disponibles, fera monter les prix. Mais si les consommateurs n'achètent pas beaucoup plus qu'avant la guerre et consacrent l'excédent de leurs revenus aux besoins de guerre, l'offre des marchandises de consommation suffira en général à la demande, et tous les excédents de production seront appliqués directement aux besoins militaires.

Les autorités ont l'intention d'encourager toutes les classes de la société à prêter leurs économies au gouvernement, comme le prouve la récente déclaration du ministre des Finances au sujet des plans en préparation pour l'émission de certificats d'épargne de guerre et de timbres en petites coupures. De cette façon, l'effort d'épargne nationale en vue de la guerre sera à la portée des petits aussi bien que des gros salaires. Comme il a été déjà dit, le vrai but de cette épargne est de diminuer la demande pour les marchandises de consommation et d'éviter ainsi la hausse des prix. Par conséquent, le public ne prendra pas service au pays en achetant des certificats d'épargne ou des bons du gouvernement avec l'argent de ses livrets d'épargne, s'il n'accroît pas et n'augmente pas en même temps ses économies. Le plan n'aura réellement de la valeur que s'il pousse le public à faire de nouvelles économies.

M. John Maynard Keynes dit dans son livre intitulé *Comment payer les frais de guerre*: "Il faudra trouver un moyen de faire disparaître le pouvoir d'achat du marché; sinon, les prix monteront jusqu'à ce que les denrées disponibles se vendent à des chiffres qui absorbent les excédents de dépenses—en d'autres termes, la méthode d'inflation." Si on permet aux prix de monter en spirale, comme il arriverait si tout le monde augmentait ses achats proportionnellement aux excédents de revenus procurés par suite des dépenses du gouvernement pour la guerre, ce sont les riches qui profitent de l'inflation et il en résulte une diminution de revenu réel pour les salariés et les ouvriers. "Le résultat est que les gens riches ne portent pas leur part du fardeau."

Ce qui est nécessaire

M. Keynes dit ironiquement: "On prétend que ce sont les gens riches qui devraient payer les frais de la guerre. Et même davantage. Le besoin d'ouvriers causé par la guerre offre à la classe ouvrière une occasion bien méritée de consommer davantage."

"Est-ce que les ouvriers prétendent être les seuls à profiter de la guerre, en saisissant l'occasion pour consommer davantage, tout en laissant à d'autres le soin de payer tous les frais de la guerre?"

"Il est matériellement impossible que le public consomme actuellement l'équivalent du travail supplémentaire qu'il fournit pour les besoins de guerre. L'effort de guerre doit servir à payer les frais de guerre et il ne peut pas en même temps servir à augmenter la consommation. Ceux qui prennent part à cet effort n'ont par conséquent que deux alternatives. Ils peuvent renoncer entièrement à l'équivalent de consommation (soit par suite d'impôts ou d'inflation) ou bien ils peuvent l'ajourner (par l'épargne et des souscriptions aux emprunts). Aucun expédient ne peut être efficace s'il permet aux petits salariés d'employer l'excédent de leurs revenus à une augmentation correspondante de leur consommation."

Ce qui est nécessaire au Canada en ce moment, ce n'est pas de vivre moins bien qu'auparavant, mais plutôt de ne pas chercher à vivre mieux grâce aux excédents de revenus que peuvent nous procurer les efforts de guerre du pays. Nous pouvons également économiser d'une autre façon, en limitant nos achats de marchandises importées au strict nécessaire. Le bulletin du mois de mai faisait remarquer que le Canada n'est plus en mesure de payer le débit annuel de sa balance des paiements avec les Etats-Unis au moyen du crédit que lui laissaient ses transactions avec la Grande-Bretagne. Si, par conséquent, nous pouvons économiser en nous passant de marchandises importées qui ne nous sont pas absolument nécessaires, ce qui ménage notre provision de devises étrangères, nous devons le faire sans hésitation, car cela également aidera l'Etat à payer ce débit annuel.